

Kagame dans le collimateur d'Obama

(Le Potentiel 20/12/2012)

Longtemps acculé par sa classe politique et son opinion publique pour ce qui paraissait comme une indifférence au drame de l'Est de la République démocratique du Congo, le président américain, Barack Obama, a finalement rompu le silence en sermonnant le président rwandais, Paul Kagame. Un coup de fil parti de la Maison Blanche a suffi pour ramener l'homme fort de Kigali sur le droit chemin. Les Etats-Unis ne tolèrent plus son aventure dans l'Est de la RDC. Au-delà de simples engueulades, l'opinion congolaise attend voir l'administration américaine peser de tout son poids pour obtenir les sanctions recommandées par le groupe d'experts des l'Onu.

Interpellé par les congressmen américains puis par une coalition d'organisations non gouvernementales occidentales, le président américain, Barack Obama, n'a pas résisté trop longtemps à la pression de son opinion publique. Il s'est senti dans l'obligation de sortir de son mutisme et donner de la voix sur le drame qui s'abat sur la partie Est de la République démocratique du Congo. D'autant que le soutien du Rwanda au M23 n'est plus qu'un secret de polichinelle.

Aux dernières nouvelles, l'appel semble avoir été entendu. Barack Obama a obligé Paul Kagame à mettre fin à tout soutien de son régime au M23.

Le coup de fil d'Obama à Kagame

Un coup de fil, parti mardi dernier de la Maison Blanche a suffi pour remettre les pendules à l'heure. A première vue, le chef de l'administration américaine a décidé de s'impliquer davantage pour une sortie rapide et durable de la situation de guerre dans la partie Est de la RDC. C'était, par ailleurs, l'une des recommandations lui adressées par la coalition d'ONG occidentales. But de la démarche : stopper net les velléités belliqueuses de Kigali à l'endroit de Kinshasa.

Selon un communiqué de presse de la Maison Blanche, le chef de l'exécutif américain a presque rappelé à l'ordre le président rwandais. Il a insisté sur « l'importance de mettre définitivement fin à tout soutien aux groupes armés en RD Congo », en conformité avec les récents engagements pris par Paul Kagame à Kampala avec le Congolais Joseph Kabila et l'Ougandais Yoweri Museveni. Au cours de la conversation téléphonique, Barack Obama a souligné que « tout soutien au groupe rebelle M23 est contradictoire au désir rwandais de stabilité et de paix ».

Le communiqué ajoute qu'une telle mesure serait également conforme aux tentatives d'« arriver à un accord politique transparent et crédible comprenant la fin de l'impunité pour les chefs militaires et les autres responsables du M23 impliqués dans de graves violations des droits humains ».

Le président américain a également fait part à son correspondant au bout du fil de son souhait de voir émerger un accord politique qui prenne en charge les problèmes sous-jacents liés à la sécurité régionale, à l'économie et à la bonne gouvernance, et qui préserve « la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RD Congo ».

Toujours selon le communiqué de la Maison Blanche, du reste relayé par plusieurs médias internationaux, le président américain aurait envoyé le même message au président Joseph Kabila.

La RDC vue des Etats-Unis

D'autres révélations tirées de la conversation téléphonique entre les présidents Obama et Kagame traduisent la perception que les Etats-Unis se font de la République démocratique du Congo. Tout porte à croire que, vue des Etats-Unis, la RDC passe pour un protectorat rwandais. Sinon, comment expliquer que Barack Obama se réfère à Paul Kagame pour traiter des problèmes de gouvernance en RDC. En vertu de quel principe reconnaît-on au régime de Kigali cette expertise à rendre compte, mieux que Kinshasa, des problèmes de la RDC ?

Il y a bien anguille sous roche. Cela rappelle des propos tenus par l'ex-secrétaire d'Etat américain en charge des Affaires africaines, Herman Cohen, qui, dans une émission diffusée depuis les Etats-Unis, avait nettement vanté la mainmise du Rwanda sur les grands dossiers se rapportant à la RDC. C'est dire qu'aux Etats-Unis, le Rwanda passe pour l'interlocuteur valable chaque fois qu'il faut parler de la RDC.

En outre, le communiqué de la Maison Blanche rendant compte de la conversation téléphonique entre les présidents américain et rwandais précise en des termes clairs que Barack Obama et Paul Kagame ont aussi mis à profit leur entretien pour aborder la lancinante question de la gouvernance en RDC. Qu'y avait-il à se référer au Rwanda pour trouver réponse à cette question de gouvernance en RDC ? Est-ce à dire que Paul Kagame en détiendrait la clé ? En voilà une perception qui laisse pantoise l'opinion congolaise.

Pour des observateurs, cette façon de voir les choses de l'autre côté de l'Atlantique expliquerait le prisme déformant qui empêche les Etats-Unis de prendre au sérieux le drame congolais. Il faut briser la glace et se faire une meilleure idée du piège sans fin dans lequel est prise la RDC.

La tâche revient non seulement aux politiques congolais, mais surtout à l'opinion publique pour inverser cette tendance, extrêmement dangereuse pour l'avenir du pays. Car c'est cette thèse, longtemps véhiculée dans l'opinion occidentale, sur l'incapacité des Congolais à gouverner leur pays, qui sous-tend aussi le projet de balkanisation de la RDC. Il est temps d'y mettre fin en coupant le « cordon ombilical ».

Pour y arriver, une mobilisation générale s'impose en vue de chasser de l'imaginaire occidental cette perception déformée de la RDC. Les problèmes du Congo ne peuvent pas être résolus sous la soi-disant « clairvoyance » du Rwanda. Lequel prend ses vessies pour des lanternes en faisant croire à la communauté internationale qu'il disposerait d'une certaine expertise à faire prévaloir pour expliquer aux autres les problèmes de la RDC.

Aujourd'hui, il est prouvé que la plupart des problèmes que connaît la RDC dans sa partie orientale ont pour origine le Rwanda, qui en est le principal instigateur ; et qu'il est aussi établi qu'il agit à son tour sous mandat de certaines puissances occidentales.

Kinshasa exige plus, Bruxelles salue

Réagissant à l'action amorcée par le président Obama, le gouvernement congolais a souhaité hier mercredi que les Etats-Unis « accentuent les pressions » sur des pays comme le Rwanda qui appuient le M23. Interrogé par l'AFP, Lambert Mende, porte-parole du gouvernement, s'est particulièrement réjoui « de tout effort qui viendrait de la première puissance mondiale en faveur de la stabilisation de la situation dans la région des Grands Lacs », souhaitant voir les Etats-Unis passer vite à l'action.

Le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a, pour sa part, salué l'appel lancé par le président américain à son homologue rwandais. « Je crois que l'engagement du président Obama est important dans le dossier » de la crise dans la région des Grands Lacs », a-t-il affirmé à l'agence Belga depuis le Koweït, où il est en visite.

M. Reynders voit dans les propos du président américain « une unicité de vues et de messages » avec ceux exprimés par l'Union européenne - qui a également condamné le M23 et appelé "tous ceux qui sont concernés à mettre fin immédiatement à ce soutien et à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC. Sans jamais citer le Rwanda ni l'Ouganda ni explicitement la possibilité de sanctions contre ces deux pays.

Le chef de la diplomatie belge attend cependant voir la démarche américaine être soutenue par l'ONU : « J'espère que cette démarche (de M. Obama) va se traduire par une démarche du Conseil de sécurité de l'ONU », qui étudie un renforcement du mandat de la Mission des Nations unies pour la stabilisation de la RDC (Monusco) et examine la possibilité de renforcer les sanctions frappant des responsables du M23, voire d'en imposer au Rwanda et à l'Ouganda pour leur soutien à cette rébellion, a ajouté Didier Reynders.

User du bâton et non de la carotte

Concernant le dossier de l'Est de la RDC, tout a été dit sur l'implication du Rwanda et de l'Ouganda a été formellement prouvé par divers rapports, dont celui du groupe d'experts de l'ONU sur la RDC. Plus rien ne devait dès lors bloquer la voie à des sanctions contre ces deux pays agresseurs de la RDC.

L'ampleur des dégâts causés sur le terrain est telle que l'Occident – avec les Etats-Unis en tête – ne peut plus se limiter aux exhortations ni aux simples condamnations. Au contraire, elle doit sanctionner les coupables dont la mauvaise foi n'est plus à démontrer. D'aucuns sont convaincus que seules les sanctions paraissent comme l'arme la plus efficace pour ramener le Rwanda et l'Ouganda aux bons sentiments.

Pourquoi devra-t-on sanctionner les agresseurs de la RDC ? Pour trois raisons principales. Primo, plus de six millions de Congolais sont morts du fait d'affrontements armés. Secundo, le nombre de déplacés internes, condamnés à l'errance perpétuelle, avoisine les deux millions. Tertio, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis en RDC sont des plus exécrables. C'est, notamment, le cas des viols massifs sur femmes et filles congolaises.

Barack Obama le sait. Jusques à quand le monde attendra-t-il pour agir ? Il ferait mieux de faire usage du bâton que de la carotte.

Écrit par LE POTENTIEL

© Copyright Le Potentiel